

Association O.R.S.A.C.

Exercice clos le 31 décembre 2006

Rapport général du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Pascal SELIGNAN

Pascal SELIGNAN

129, rue Servient
69326 Lyon cedex 03

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie de Lyon

Association O.R.S.A.C.

Exercice clos le 31 décembre 2006

Rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs les Membres de l'Association,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, je vous présente mon rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association O.R.S.A.C., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de mes appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

J'ai effectué mon audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. J'estime que mes contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, les appréciations auxquelles j'ai procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

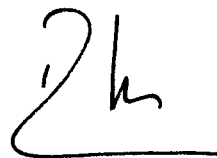
III. Vérifications et informations spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Lyon, le 1^{er} juin 2007

Le Commissaire aux Comptes



Pascal Sélignan

BILAN AU 31 DECEMBRE 2006

COMPTES SOCIAUX

ACTIF	Exercice 2006			Exercice 2005
	Montant Brut	Amortissements Provisions	Montant Net	Montant Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	342 168	328 521	13 647	27 929
Concessions,brevets,	1 881 915	1 476 925	404 990	465 218
Droit au bail	-	-	-	1 829
Autres	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS C				
Terrains	2 247 648	25 565	2 222 083	1 708 271
Constructions	98 407 692	44 566 064	53 841 628	50 674 645
Installations technique	7 515 596	6 219 207	1 296 388	2 088 599
Autres	13 065 553	10 303 540	2 762 013	3 776 554
Immobilisations corpor	1 228 658	16 620	1 212 038	3 896 014
Avances et acomptes	-	-	-	836
IMMOBILISATIONS F				
Participations	-	-	-	-
Autres titres immobilis	34 027	-	34 027	32 659
Prêts	5 660	-	5 660	5 660
Dépôts et cautionnem	82 407	-	82 407	59 985
Autres	4 472 785	-	4 472 785	4 477 431
TOTAL 1	129 284 108	62 936 442	66 347 666	67 215 630
Compte de liaison			-	-
TOTAL 2			-	-
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et	192 959	2 019	190 941	241 501
Autres approvisionnem	523 857	-	523 857	507 661
En-cours de productio	143 120	-	143 120	133 346
Produits finis	143 807	-	143 807	77 682
Marchandises	27 321	-	27 321	33 402
AVANCES ET ACOMPTES VERSES/COMMANDES			314	-
CREANCES				
Créances redevables	6 222 517	248 145	5 974 372	7 064 442
Créances diverses	1 551 589	-	1 551 589	1 641 267
VALEURS MOBILIER	14 581 415		14 581 415	13 109 760
DISPONIBILITES	1 121 801		1 121 801	1 447 018
Charges constatées d	164 611		164 611	130 618
TOTAL 3	24 672 996	250 164	24 422 832	24 386 697
GENERAL (1+2+3)	153 957 104	63 186 606	90 770 498	91 602 327

BILAN AU 31 DECEMBRE 2006
COMPTES SOCIAUX

PASSIF	Exercice 2006	Exercice 2005
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE	22 069 752	20 051 105
FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		
Subventions à caractère de dotation	1 440 274	1 607 401
RESERVES		
Excédents affectés à l'investissement	9 638 124	9 398 928
Réserve de trésorerie	6 078 961	6 066 240
Réserve de compensation	1 458 052	1 120 450
REPORT A NOUVEAU	-7 372 651	-5 998 190
RESULTAT	811 798	1 385 810
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RENOUVELABLES		
PROVISIONS REGLEMENTEES		
Provisions pour réserves de trésorerie	2 383 424	2 141 067
Différences sur réalisations d'actif	184 084	152 603
Autres provisions réglementées	167 641	199 425
TOTAL 1	36 859 460	36 124 840
Compte de liaison	0	0
TOTAL 2	0	0
Provisions pour risques et charges	805 821	654 781
TOTAL 3	805 821	654 781
Fonds dédiés	465 372	766 359
TOTAL 4	465 372	766 359
DETTES FINANCIERES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	31 481 383	32 720 607
Dettes financières diverses	372 333	675 194
REDEVABLES CREDITEURS		
Avances reçues		
Autres		
DETTES D'EXPLOITATION		
Fournisseurs	3 753 587	4 004 703
Dettes fiscales et sociales	16 284 102	15 507 814
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations	120 461	223 278
Autres dettes	618 590	849 523
Biens des malades et majeurs protégés		67 135
Produits constatés d'avance	9 390	8 092
TOTAL 5	52 639 846	54 056 346
TOTAL GENERAL (1+2+3+4+5)	90 770 498	91 602 327

Compte de résultat 2006

Cumul	31-déc-06	31-déc-05
Ventes et Prestations	5 185 791	5 121 651
Produits d'activité	107 212 180	105 388 127
Total du chiffre d'affaires	112 397 971	110 509 778
Subventions	2 808 299	1 955 758
Cotisations	1 108	54 518
Produits annexes	1 061 095	1 868 244
Remboursements frais de personnel et autres	6 397 968	4 535 393
Produits de gestion courante	224 981	132 086
Reprises sur provisions et transferts de charges	948 017	526 840
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	123 839 439	119 582 617
Achats de marchandises	388 498	278 722
Achats	10 220 017	10 521 360
Services extérieurs	12 658 086	10 751 997
Impôts	410 025	441 445
Charges de personnel	92 424 675	89 669 421
Amortissements	5 372 205	5 508 304
Provisions	184 088	273 327
Autres charges de gestion	983 371	758 321
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	122 640 965	118 202 899
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 198 474	1 379 719
Produits financiers	588 318	190 928
Charges financières	1 326 317	1 184 054
RESULTAT FINANCIER	-737 999	-993 127
Produits exceptionnels	422 303	346 443
Charges exceptionnelles	277 782	288 254
RESULTAT EXCEPTIONNEL	144 522	58 189
Reprises réalisées sur fonds dédiés	282 607	1 417 281
Dotations sur fonds dédiés	-75 806	-476 252
Engagements à réaliser sur ressources affectées	206 801	941 029
RESULTAT NET	811 798	1 385 810

Association ORSAC

Annexe des comptes annuels 2006

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, en particulier le règlement CRC 99-01.

CHANGEMENT COMPTABLE

Les règlements CRC 2002-10 et 2004-06 relatifs à l'évaluation et à l'amortissement des actifs qui s'appliquait pour la première fois au titre de l'exercice 2005 à seulement été mis en œuvre au cours de cet exercice.

Il a été choisi d'appliquer la méthode de réallocation des valeurs comptables nettes.

L'impact de cette première application est de 163.983 € sur l'exercice.

Les principales méthodes comptables utilisées sont décrites ci-après.

1) - IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

TABEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 097 155	130 564	3 636	2 224 082
Immobilisations corporelles	122 432 589	10 064 615	10 032 057	122 465 147
Terrains	1 651 821	606 047	10 220	2 247 648
Constructions	75 329 052	5 320 529	1 428 477	79 221 104
IGAAC	20 583 511	640 205	2 037 128	19 186 588
Matériels et outillages	7 511 042	312 287	307 733	7 515 596
Matériel de transport	2 799 982	248 737	453 942	2 594 778
Matériel de bureau et informatique	2 895 208	166 767	182 373	2 879 602
Mobilier	6 207 931	213 989	383 840	6 038 080
Autres immobilisations corporelles	1 553 094	-	-	1 553 094
Immobilisations en cours	3 900 948	2 556 054	5 228 344	1 228 658
Immobilisations financières	4 575 737	22 321	3 178	4 594 879
Autres titres immobilisés	33 452	575	-	34 027
Prêts	5 660	-	-	5 660
Dépôts et cautionnement	63 840	21 746	3 178	82 407
Autres	4 472 785	-	-	4 472 785
TOTAL	129 105 481	10 217 499	10 038 871	129 284 109

TABEAU DE VARIATION DES AMORTISSEMENTS

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie réelle d'utilisation des biens.

Rubriques	Amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 602 179	206 902	3 636	1 805 445
Immobilisations corporelles	60 287 673	5 139 741	4 296 416	61 130 997
Terrains	11 742	26 323	12 500	25 565
Constructions	31 090 871	2 651 079	1 015 486	32 726 464
IGAAC	12 791 387	942 269	1 894 056	11 839 600
Matériels et outillages	6 064 740	509 100	354 632	6 219 207
Matériel de transport	2 123 087	272 603	450 683	1 945 007
Matériel de bureau	2 162 645	326 766	183 674	2 305 737
Mobilier	4 533 750	379 917	385 385	4 528 282
Autres immobilisations corporelles	1 509 451	15 063	-	1 524 514
Immobilisations en cours	-	16 620	-	16 620
Immobilisations financières	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Dépôts et cautionnement	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	61 889 852	5 346 643	4 300 052	62 936 442

2) - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES :

L'Association détient des créances « article 58 » sur la caisse d'assurance maladie d'un montant de 4 469 K€.

Cette créance à très long terme correspond au solde dû au titre de l'exercice 1984, avant la mise en place du système de dotation globale.

Compte tenu la position, de la Direction des Hôpitaux du Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection Sociale, en date du 17 février 1989, il a été admis, dans une hypothèse de continuité de l'exploitation, qu'il puisse ne pas être constaté de provision pour dépréciation de cette créance.

3) - CREANCES ET DETTES :

Les créances et les dettes ont été valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

ÉTAT DES CRÉANCES

Créances	Montant brut	Liquidité d'actif	
		Echéances à moins 1 an	Echéances à plus 1 an
Créances de l'actif circulant	6 222 517	6 222 517	-
CPAM	3 307 935	3 307 935	
MSA	6 401	6 401	
Forfait journalier	593 406	593 406	
Résidents	840 865	840 865	
Conseils généraux	464 996	464 996	
PJJ	15 055	15 055	
CNASEA/COTOREP	49 034	49 034	
Clients (donneurs d'ordres)	902 898	902 898	
Divers	41 929	41 929	
Autres créances	1 551 589	1 551 589	-
Organismes de formation	323 104	323 104	
Taxes sur les salaires&TVA	28 258	28 258	
Organismes sociaux et fiscaux	106 089	106 089	
AGRR	12 104	12 104	
Personnel	116 569	116 569	
Autres subventions à recevoir	92 875	92 875	
Produits à recevoir	314 995	314 995	
Repas	127 698	127 698	
Divers	429 896	429 896	
Charges constatées d'avance	164 611	164 611	
Autres	164 611	165 180	
TOTAL	7 938 717	7 938 717	-

ÉTAT DES DETTES

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du		
		Échéances		
		Échéances à moins 1 an	De 1 à 5 ans	à plus 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	31 481 383	2 616 029	8 715 125	20 150 228
Emprunts et dettes financières divers (2)	372 333	372 333		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 644 277	3 644 277		
Dettes fiscales et sociales	8 972 449	8 972 449		
Dettes congés payés	7 311 653	145 283		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	120 461	120 461		
Autres dettes	618 590	618 590		
Redevables créditeurs	109 310	109 310		
Produits constatés d'avance	9 390	9 390		
TOTAL	52 639 846	16 608 122	8 715 125	20 150 228

4) - STOCKS :

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production.

Lorsque la valeur de réalisation (ou le cours du jour) devient inférieure à la valeur brute, la différence fait l'objet d'une provision pour dépréciation des stocks.

5) -PROVISIONS-FONDS DEDIES

TABLEAU DES PROVISIONS

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions et reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	718 401	273 245	196 310	795 335
Reprise TVA	-	-	-	-
URSSAF	71 339	25 005	40 466	55 878
Risque heures sup (35H)-Conv 66	-	74 495	-	74 495
Récupérations	180 619	38 921	16 715	202 825
Litiges sociaux	466 443	38 136	139 129	365 451
Divers	-	96 687	-	96 687
Provisions pour charges	122 972	7 023	112 650	17 344
Travaux (sécurité ou autres)	105 756	-	105 756	-
Equipement	-	-	-	-
Divers	17 216	7 023	6 894	17 344
PMSI	-	-	-	-
Fonds dédiés	897 567	47 547	486 601	458 513
RTT	124 683	11 000	81 769	53 915
Compe-épargne temps	71 556	12 547	8 516	75 587
Travaux	206 602	-	206 602	0
FSE	18 339	-	-	18 339
Mesures salariales	-	-	-	-
Dépendance	105 547	-	-	105 547
Divers	370 840	24 000	189 714	205 126
SOUS TOTAL PROVISIONS	1 738 940	327 815	795 562	1 271 193
Provisions pour dépréciation	207 266	98 600	55 703	250 164
Créances	207 266	98 600	55 703	250 164
TOTAL	1 946 206	426 415	851 264	1 521 357

6) -EVOLUTION DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Solde fin d'exercice
Subventions d'investissements non renouvelables	12 969 761	15 843	496	12 985 108
Autres fonds associatifs sans droit de reprise	9 123 395	732 612	771 364	9 084 643
Subventions d'investissements renouvelables	1 502 308	34 909	96 963	1 440 253
Excédents affectés à l'investissement	9 398 928	301 350	62 153	9 638 124
Réserves de trésorerie	6 066 240	12 721	-	6 078 961
Réserve de compensation	1 120 449	379 794	42 166	1 458 077
Autres réserves	-	-	-	-
Report à nouveau	- 7 623 646	1 128 710	877 716	- 7 372 653
Résultat comptable de l'exercice	1 385 810	-	574 012	811 798
Provisions pour réserves de trésorerie	1 221 713	-	-	1 221 713
Provisions réglementées	1 118 779	242 357	-	1 361 136
Différences sur réalisation d'éléments d'actif	159 256	196	7 153	152 299
TOTAL	36 442 992	2 848 491	2 432 024	36 859 459

7) -L' EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Au 31/12/2006, l'effectif global de l'association est de 2172 personnes, dont 2 034 CDI.

L'effectif CDI en ETP est de 1648,70. L'effectif CDI par rapport au 31/12/2005 est en

2006				
	CDI	CDD	Emplois aidés	Total
Cadres	198	0		198
Personnel soignant	843	48		891
Personnel para-médical	210	17		227
Personnel éducatif	312	13		325
Personnel administratif	112	4		116
Personnel services techniques	359	41	15	415
Total association	2 034	123	15	2 172
En %	93,6	5,7	0,7	

2005				
	CDI	CDD	Emplois aidés	Total
Cadres	197	1		198
Personnel soignant	862	40		902
Personnel para-médical	215	20		235
Personnel éducatif	303	31		334
Personnel administratif	111	3		114
Personnel services techniques	369	56	14	439
Total association	2 057	151	14	2 222
En %	92,6	6,8	0,6	

LISTE DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LES COLLECTIVITES LOCALES AU 31 DECEMBRE 2006

ETABLISSEMENT	ANNEE	CAPITAL EMPRUNTE	BANQUE	COLLECTIVITE
CPA	1994	686 K€	BFCC	Conseil Général de l'Ain
	1995	915 K€	C.E.	Conseil Général de l'Ain
	2000	4573 K€	C.L.F.	Conseil Général de l'Ain
	2002	6098 K€	C.E.	Conseil Général de l'Ain
	2004	7000 K€	C.LF	Conseil Général de l'Ain
MONT FLEURI	1999	453 K€	CDC	Municipalité GRASSE: 50 % Conseil GI Alpes-Maritimes : 50%
	2000	305 K€	CDC	Municipalité GRASSE: 50 % Conseil GI Alpes-Maritimes : 50%
	2001	1088 K€	CDC	Municipalité GRASSE: 50 % Conseil GI Alpes-Maritimes : 50%
	2003	7000 K€	C.E.	Municipalité GRASSE: 50 % Conseil GI Alpes-Maritimes : 50%
	2003	771 K€	CDC	Municipalité GRASSE: 50 % Conseil GI Alpes-Maritimes : 50%
	2005	1080 K€	C.E.	Municipalité GRASSE: 50 % Conseil GI Alpes-Maritimes : 50%
	2005	1185 K€	C.E.	Municipalité GRASSE: 50 % Conseil GI Alpes-Maritimes : 50%
	2005	1185 K€	C.E.	Municipalité GRASSE: 50 % Conseil GI Alpes-Maritimes : 50%
ORCET	1979	182 K€	CDC	Municipalité HAUTEVILLE
	1995	152 K€	C.E.	Conseil Général de l'Ain
	2001	412 K€	C.E.	Conseil Général de l'Ain
	2005	550 K€	Déxia	Conseil Général de l'Ain
HELIOS	1995	610 K€	C.E.	Conseil Général de l'Ain
ROCHE FLEURIE	1995	1829 K€	Crédit Mutuel	Conseil Général de l'Ain
	2003	500 K€	Déxia	Conseil Général de l'Ain
	2005	400 K€	Déxia	Conseil Général de l'Ain
L'ARC EN CIEL	2006	893 K€	Déxia	Conseil Général de l'Ain 80% Municipalité Trévoux : 20%
LES ALANIER	1977	152 K€	CDC	Conseil Général de l'Ain
	2000	610 K€	Céral	Conseil Général de l'Ain
LES MARMOUSETS	1993	76 K€	BFCC	Municipalité Ferney-Voltaire
	1999	457 K€	C.L.	Conseil Général de l'Ain
ENVOL	2000	762 K€	C.E.	Conseil Général de l'Ain : 80% Municipalité de Blyes : 20 %
DIENET	1989	76 K€	C.E.	Conseil Général de l'Ain
	1989	130 K€	C.E.	Conseil Général de l'Ain
	1997	137 K€	C.E.	Conseil Général de l'Ain
FAT	1991	175 K€	C.E.	Conseil Général de l'Ain
	2000	114 K€	C.E.	Conseil Général de l'Ain : 80%